CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.395/4
du 13 avril 2016

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant des dispositions particulières relatives à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public transférés aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et aux organismes d'intérêts publics de la Région de Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.395/4
van 13 april 2016

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van federale overheidsdiensten en de instellingen van openbaar nut die overgeheveld worden naar de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en naar de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Le 28 octobre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à communiquer un avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant des dispositions particulières relatives à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services publics fédéraux et des organismes d'intérêt public transférés aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et aux organismes d'intérêts publics de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 avril 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET en Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 avril 2016.

*

Op 28 oktober 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van federale overheidsdiensten en de instellingen van openbaar nut die overgeheveld worden naar de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en naar de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 april 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 april 2016.

*

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

FONDEMENT JURIDIQUE

L'alinéa 1er du préambule mentionne à titre de fondement juridique l'article 40, § 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'. Ce paragraphe prévoit que l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' « est applicable, moyennant les adaptations nécessaires, à la Région de Bruxelles-Capitale à partir du moment où le Gouvernement a repris les services et le personnel visés au § 2 [de cet article 40] ». Le paragraphe 3 de cet article habilite le Gouvernement à fixer les règles relatives au statut administratif et pécuniaire de ce personnel.

Or, le projet concerne également des organismes d'intérêt public visés à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

Pour ce qui concerne les agents transférés à des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, les dispositions législatives procurant un fondement au projet sont ainsi celles qui habilitent expressément le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à adopter des dispositions relatives au statut administratif des organismes d'intérêt public concernés. Lorsque les législations créant ces organismes se limitent à les soumettre à la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' sans contenir pareille habilitation expresse, c'est l'article 11 [1] de cette dernière loi [2] qu'il convient de mentionner au préambule [3].

En conséquence, de nouveaux alinéas seront insérés dans le préambule afin de viser les fondements juridiques spécifiques [4] aux organismes d'intérêt public auxquels le projet s'applique.

[1] L'auteur du texte veillera à mentionner la modification subie par cet article 11 et encore en vigueur pour la Région de Bruxelles-Capitale.

[2] Cette disposition confère une habilitation au « Roi », remplacé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour ce qui concerne les organismes relevant de cette Région et soumis à la loi du 16 mars 1954.

[3] Voir dans le même sens, l'avis 58.268/2 donné le 28 octobre 2015 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 janvier 2016 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, en ce qui concerne les procédures de recours internes'.

[4] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27 et formules F 3-2-1 à F 3-2-8.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

CADRE JURIDIQUE

1. Selon l'article 40, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 [5] :

« Les membres du personnel du Ministère de la Région bruxelloise sont transférés, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, au Gouvernement en vue de l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par la présente loi.

Toutefois, si à la date du transfert visé à l'alinéa 1er, tous les membres du personnel concerné des ministères n'ont pas été affectés au Ministère de la Région bruxelloise, ceux-ci sont transférés directement [au Gouvernement] par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Le Roi détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date et les modalités du transfert au Gouvernement des membres du personnel visés aux alinéas 1er et 2.

Les membres de ce personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur en cette matière aussi longtemps que le Roi n'aura pas fait usage de la compétence visée à l'alinéa 1er ».

2. Selon l'article 4 de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 'déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune' :

« § 1er. Les membres du personnel transférés à un Gouvernement conservent leur qualité, leur grade ou classe, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du § 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans le service public fédéral conformément à la réglementation qui leur était applicable et à partir de la date à laquelle le droit est acquis.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans les services du Gouvernement.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure dans son service public fédéral, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire ou sa classe statutaire. Si dans les services du Gouvernement, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée dans le service public

[5] L'article 88, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' est rédigé comme suit :
« Le Roi détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés au § 1er aux Gouvernements respectifs.
Les membres de ce personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.
Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.
Le statut juridique de ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur en cette matière aussi longtemps que le Roi n'aura pas fait usage de cette compétence ».

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

fédéral, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'État.

§ 3. Les membres du personnel soumis à l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale conservent dans les services du Gouvernement la dernière évaluation qui leur a été attribuée. Les titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement conservent dans les services du Gouvernement les évaluations qui leur ont été attribuées.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation. Si le membre du personnel qui est transféré a introduit un recours contre une mention, cette procédure doit être clôturée avant le transfert du membre du personnel.

§ 4. Les agents de l'État lauréats d'une sélection comparative d'accession au niveau supérieur dans le service public fédéral auquel ils appartenaient avant leur transfert conservent, dans les services du Gouvernement, les droits à la promotion qu'ils ont acquis par cette réussite.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté cette sélection dans les services du Gouvernement.

Si les procès-verbaux des sélections ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé à la même sélection.

Si les procès-verbaux des sélections ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats de la sélection dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Quand une sélection comparative d'accession au niveau supérieur à laquelle peut participer l'agent de l'Etat a été annoncée dans le service public fédéral auquel il appartient à la date du transfert ou à la date visée à l'article 5, § 1er, cet agent conserve le droit d'y participer, même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement de cette sélection.

Le paragraphe 4 du présent article s'applique à l'agent lauréat d'une sélection visée à l'alinéa 1er ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu de mentionner, en début de préambule, l'auteur du texte. Partant, il convient de faire débuter le préambule du projet par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, » [6].

2. Les dispositions et les textes mentionnés aux alinéas 2 à 7 ne procurent pas un fondement juridique au projet et ne sont pas modifiées par celui-ci. Il n'y a donc pas lieu de les

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 3-1-2.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

mentionner sous la forme d'un visa. Si l'auteur du projet souhaite les mentionner, il doit le faire sous la forme d'un considérant et compléter, le cas échéant, leur date d'adoption [7].

3. Les dates des différents avis, accord et protocole mentionnés au préambule seront complétées et ceux-ci seront cités dans l'ordre chronologique en commençant par le plus ancien [8].

4. Un visa relatif au « test gender » sera inséré, conformément à l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

5. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État sera modifié afin de ne plus mentionner qu'il est donné en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État [9].

6. Pour le surplus, il est renvoyé aux observations formulées sous le titre « Fondement juridique ».

DISPOSITIF

Numérotation des titres

Il y a lieu de les numéroter en chiffres arabes [10].

Titre Ier. – Champ d'application et définitions

Article 1er

1. Dans la version française, les majuscules aux mots « Publics » et « Fédéraux » seront omises.

2. Dans la version française, l'intitulé de la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État' sera correctement reproduite.

3. Dans la version française, les mots « de membres » seront omis et le mot « des » sera ajouté avant le mot « Régions » afin de citer correctement l'intitulé de l'arrêté royal du 25 juillet 1989.

[7] *Ibid*., recommandation n° 40.

[8] *Ibid*., recommandation n° 34, b).

[9] *Ibid*., formule F 3-5-1.

[10] *Ibid*., recommandation n° 64.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Article 2

1. Il y a lieu de remplacer les tirets de l'énumération par une numérotation afin de rendre plus aisée l'identification de ses subdivisions [11].

Cette observation vaut pour la suite du projet.

2. Dans la version française, au 1°, les mots « le statut » qui terminent l'alinéa doivent être mis entre guillemets.

3. Dans la version française, au 2°, seconde occurrence, le mot « transféré » est redondant et sera omis.

Titre II. – Du traitement, des allocations et des primes

Dès lors que le titre II (lire : titre 2) du projet contient un chapitre 3 relatif aux indemnités, celui-ci doit être formulé comme suit : « Du traitement, des allocations, des primes et des indemnités ».

Chapitre 1. – Du traitement

Dans la version française, il faut écrire chapitre « 1er » au lieu de « 1 » [12].

Section 3. – De l'allocation de fin d'année

Article 7

Dans la version française, il faut remplacer les mots « inférieur à celui » par les mots « inférieure à celle ».

Cette observation vaut pour l'article 8.

[11] *Ibid*., recommandation n°59.

[12] *Ibid*., recommandation n° 64.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Chapitre 2. – Des Allocations et des primes

Articles 9 et 10

1. Les membres du personnel contractuel transférés étant soumis dès leur transfert au statut prévu pour les membres du personnel contractuel du Service public régional de Bruxelles et à celui des organismes d'intérêt public [13], il n'est dès lors pas nécessaire de prévoir, à l'article 9, qu'ils bénéficient à la date de ce transfert des allocations et des primes prévues par le titre II du livre II de leur statut. Une telle règle n'est d'ailleurs pas prévue pour les indemnités qui font l'objet du chapitre 3 du même titre. L'article 9 sera omis et l'article 10 sera modifié afin d'indiquer les allocations et primes concernées.

2. Dans la version française, à l'article 10 du projet, le terme « d' » doit être placé devant le mot « allocation ».

Article 11

Il y a lieu de rétablir la concordance entre les deux versions linguistiques en écrivant, dans la version française, « qui étaient applicables au membre du personnel contractuel ».

Article 13

1. À l'alinéa 1er, les mots « la prime de compétence » doivent être remplacés par les mots « la prime de développement des compétences ».

Cette observation vaut pour l'article 14 du projet.

2. Dans la version française du même alinéa, il faut écrire « une échelle de traitement ».

[13] Par ailleurs, les deux arrêtés mentionnés par l'article 9 du projet, tous deux datés du 27 mars 2014 – ce que le projet omet de préciser alors qu'il eût convenu de le faire –, sont relatifs respectivement aux membres du personnel contractuel du Service public régional de Bruxelles et aux membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces arrêtés ne comportent ni livre ni titre. Ce sont les arrêtés mentionnés à l'article 2, 1°, du projet, relatifs respectivement aux agents du Service public régional de Bruxelles et aux agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, qui comportent chacun un livre 2 intitulé « Du statut pécuniaire », dans lequel figure un titre II intitulé « Des allocations » (et non « Des allocations et les allocations et primes »). Ainsi conçue, la disposition est inopérante et doit être revue.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Chapitre 3. – Des indemnités

Article 15

À l'instar de l'article 10 du projet appelé, conformément à la première observation sous les articles 9 et 10, à indiquer que les allocations et les primes concernées sont celles du livre II du titre II du statut, il convient de préciser dans l'article 15 quelles sont les indemnités concernées.

Titre III. – Des congés et des absences

Article 16

1. L'article 11 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 'relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État' prévoit, dans le cadre d'un régime rendu applicable aux contractuels par l'article 1er, § 3, 1°, de cet arrêté, la possibilité pour l'agent de reporter son congé annuel de vacances au-delà de la période d'un an durant laquelle le report est en principe valable, lorsque l'agent n'a pas pu prendre l'entièreté ou une partie de ce congé à cause d'une absence pour maladie, par suite d'un accident de travail, d'un accident survenu sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle.

La section de législation n'aperçoit pas le motif qui pourrait justifier qu'il n'en soit pas tenu compte pour les membres du personnel contractuel transférés.

La disposition sera revue afin de prévoir les hypothèses de l'article 11 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998.

2. Pour assurer une meilleure concordance avec la version néerlandaise, dans le texte français, à l'alinéa 1er, les mots « dont ils ont bénéficié » seront remplacés par les mots « dont ils bénéficient ».

Article 17

Lorsqu'il est fait référence aux subdivisions d'un arrêté, il ne faut pas mentionner l'intitulé de ces subdivisions. Par ailleurs, la version française mentionne erronément un chapitre XII relatif au « Congé pour interruption de [la] carrière [professionnelle] », alors qu'il s'agit du chapitre XIII, comme le mentionne de manière correcte la version néerlandaise de la disposition.

En conséquence, la disposition sera rédigée comme suit :

« Les membres du personnel contractuel absents ou en congé la veille de la date de leur transfert en application des dispositions des chapitres XII, XIII et XIV de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État conservent le bénéfice du régime de congé ou d'absence en cours ».

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Article 18

Il y a lieu de renvoyer, chaque fois, à l'article 17 au lieu de l'article 16.

Titre IV. – De la mobilité interne volontaire et de la mobilité intra-régionale volontaire

Article 20

1. Une erreur matérielle et des défauts de ponctuation rendent la version française de l'article 20, alinéa 1er, du projet, incompréhensible. Il y a lieu de formuler cet alinéa comme suit :

« Art. 20. Pour l'application du livre Ier, titre V, chapitres 1er et 2, du statut, seules les prestations effectuées par le membre du personnel contractuel après la date du transfert sont prises en compte pour le calcul de l'ancienneté dans l'emploi ».

Article 21

Compte tenu de l'effet rétroactif en projet, il faut écrire « produit ses effets » au lieu de « entre en vigueur » [14].

Article 22

Dans la version française, le mot « ces » doit être remplacé par le mot « ses ».

OBSERVATION FINALE

Outre les observations formulées ci-dessus, l'auteur du texte relira attentivement le projet sur le plan grammatical. Ainsi, son attention est attirée sur le fait qu'en français l'omission du déterminant ou de l'article n'est pas la règle. Ainsi, on écrit « des congés et des absences » à l'article 17, alinéa 2, du projet.

[14] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 149 et formule F 4-5-1-3.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

En outre, dans la version française, l'article 2, 1°, comporte deux points virgule successifs et l'article 4, alinéa 1er deux points finaux successifs. Par ailleurs, dans la version néerlandaise de l'article 4, à l'alinéa 2, il faut écrire « weddeschaal » et dans la version française, il faut écrire, dans l'intitulé du chapitre 2, « allocations » et à l'article 13, alinéa 2, « en application ».

Enfin, il reste à corriger les dernières coquilles [15] et de nombreuses fautes typographiques [16].

*

[15] Notamment des erreurs de majuscules, en rappelant que celles-ci doivent être accentuées s'il le faut (à devient À). Voir notamment l'article 22 où il faut écrire « Fonction publique » dans la version française.

[16] Ainsi doivent être ajoutés un point final dans les articles 1er (version néerlandaise), 6, 8 et 9 (version française), un double point dans les articles 2 (version française) et 15 (version néerlandaise) et un point virgule dans l'article 4, alinéa 2, 2° (version française). Il y a aussi des espaces manquantes et des soulignements erronés dans l'ensemble du texte.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

RECHTSGROND

In het eerste lid van de aanhef wordt als rechtsgrond artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' vermeld. Luidens die paragraaf is artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' "van overeenkomstige toepassing op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vanaf het ogenblik waarop de Regering de diensten en het personeel vermeld in § 2 van dit artikel [40] heeft overgenomen". Bij paragraaf 3 van dat artikel 87 wordt de regering gemachtigd om de regeling vast te stellen die betrekking heeft op het administratief en geldelijk statuut van dat personeel.

Het ontwerp heeft echter ook betrekking op instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 toepasselijk is verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de personeelsleden die overgeheveld worden naar instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ontleent het ontwerp zijn rechtsgrond dan ook aan de wetsbepalingen die de Brusselse Hoofdstedelijke Regering uitdrukkelijk machtigen om bepalingen aan te nemen inzake het administratief statuut van de betrokken instellingen van openbaar nut. Wanneer in de wettelijke bepalingen waarbij die instellingen worden opgericht alleen wordt voorgeschreven dat die instellingen onder de wet van 16 maart 1954 'betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut' vallen en ze geen dergelijke uitdrukkelijke machtiging bevatten, moet artikel 11[1] van die wet[2] in de aanhef worden vermeld.[3]

Bijgevolg moeten in de aanhef nieuwe leden worden ingevoegd om te verwijzen naar de specifieke rechtsgrond[4] voor elk van de instellingen van openbaar nut waarop het ontwerp van toepassing is.

---

[1] De steller van de tekst moet erop toezien dat de wijziging wordt vermeld die aan dat artikel 11 is aangebracht en die nog geldt voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

[2] Bij die bepaling wordt een bevoegdheid verleend aan "de Koning", vervangen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor de instellingen die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren en die onder de voornoemde wet van 16 maart 1954 vallen.

[3] Zie in dezelfde zin advies 58.268/2, op 28 oktober 2015 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 januari 2016 'houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor wat betreft de interne beroepsprocedures'.

[4] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 27 en formules F 3-2-1 tot F 3-2-8.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

JURIDISCH KADER

1. Artikel 40, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 luidt als volgt:[5]

"De personeelsleden van het Ministerie van het Brusselse Gewest worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, aan de Regering overgedragen met het oog op het uitoefenen van de bevoegdheden die door deze wet aan de Regering worden toegekend.

Wanneer echter op de datum van de in het eerste lid bedoelde overdracht niet alle betrokken personeelsleden van de ministeries een aanwijzing hebben gekregen bij het Ministerie van het Brusselse Gewest, worden de nog niet aangewezen personeelsleden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit rechtstreeks overgedragen aan de [Regering].

Na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, stelt de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, de datum en de nadere regelen vast voor de overdracht van de in het eerste en het tweede lid bedoelde personeelsleden van de Regering.

Die personeelsleden worden overgedragen met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overgang bekleedden.

De rechtstoestand van die personeelsleden blijft geregeld door de ter zake geldende bepalingen zolang de Koning geen gebruik heeft gemaakt van de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid."

2. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 'tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie' luidt als volgt:

"§ 1. De aan een Regering overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad of klasse, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van § 2, behouden zij ook de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarop zij in […] de federale overheidsdienst aanspraak konden maken overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was en vanaf de datum waarop het recht werd verworven.

Zij behouden de voordelen verbonden aan een functie slechts in zoverre de voorwaarden voor de toekenning ervan blijven bestaan in de diensten van de Regering.

§ 2. Voor de personeelsleden die in hun federale overheidsdienst belast zijn met de

[5] Artikel 88, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' luidt als volgt:
"Na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel, bepaalt de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, de datum en de nadere regelen van de overgang van de personeelsleden bedoeld in § 1 naar de respectieve Regeringen.
De overgang van de personeelsleden geschiedt met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.
Zij behouden tenminste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden verkregen hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overplaatsing bekleedden.
De rechtstoestand van die personeelsleden blijft beheerst door de ter zake geldende bepalingen, zolang de Koning van deze bevoegdheid geen gebruik heeft gemaakt."

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad of klasse. Indien zij in de diensten van de Regering vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij in de federale overheidsdienst uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen geacht de hogere functie verder uit te oefenen.

§ 3. De personeelsleden waarop het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt van toepassing is, behouden in de diensten van de Regering de laatste evaluatie die hun werd toegekend. De houders van een management- of staffunctie behouden in de diensten van de Regering de evaluaties die hun werden toegekend.

Die evaluatie blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe evaluatie. Indien het personeelslid dat wordt overgedragen een beroep heeft ingesteld tegen een vermelding, dient deze procedure te worden afgehandeld voor het personeelslid wordt overgedragen.

§ 4. De rijksambtenaren die in de federale overheidsdienst waartoe zij voor hun overdracht behoorden geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau, behouden in de diensten van de Regering de aanspraken op bevordering die zij door dit slagen hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht deze selectie of deze proef te hebben afgelegd in de diensten van de Regering.

Indien het over vergelijkende selecties gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om een zelfde selectie ging.

Indien het over vergelijkende selecties gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor de selectie waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten.

§ 5. Wanneer in de federale overheidsdienst waartoe de Rijksambtenaar behoort op de datum van de overdracht of op de datum, bedoeld in artikel 5, § 1, een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau aangekondigd is waaraan hij kan deelnemen, behoudt hij het recht op deelneming, ook al wordt hij tijdens de afwikkeling van deze selectie overgedragen of aangewezen krachtens dit besluit.

Paragraaf 4 van dit artikel is van toepassing op de ambtenaar die geslaagd is voor een in het eerste lid bedoelde selectie."

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Aan het begin van de aanhef moet worden vermeld wie de auteur van de tekst is. De aanhef van het ontwerp moet dan ook beginnen met de woorden "De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,".[6]

[6] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 3-1-2.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

2. De bepalingen en de teksten die vermeld worden in het tweede tot het zevende lid strekken het ontwerp niet tot rechtsgrond en worden niet gewijzigd door het ontwerp. Daarvan behoort derhalve geen melding te worden gemaakt in de vorm van een aanhefverwijzing. Indien de steller van het ontwerp daarvan melding wenst te maken, dan moet hij dit doen in de vorm van een overweging, waarbij hij niet mag vergeten de datum te vermelden waarop die teksten aangenomen of vastgesteld zijn.[7]

3. De onderscheiden adviezen, de akkoordbevinding en het protocol moeten in de aanhef met hun datum worden vermeld en moeten in chronologische volgorde worden aangehaald, te beginnen met de oudste.[8]

4. Overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 'houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' moet een aanhefverwijzing betreffende de "gendertest" worden ingevoegd.

5. Het lid betreffende de Raad van State moet aldus worden gewijzigd dat niet meer vermeld wordt dat het is gegeven met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.[9]

6. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt onder "Rechtsgrond".

DISPOSITIEF

Nummering van de titels

De titels moeten in Arabische cijfers worden genummerd.[10]

Titel 1. – Toepassingsgebied en definities

Artikel 1

1. In de Franse tekst schrijve men "Services publics fédéraux".

2. In de Franse tekst moet het opschrift van de bijzondere wet van 6 januari 2014 'relative à la Sixième Réforme de l'État' correct worden weergegeven.

3. In de Franse tekst moeten de woorden « de membres » wegvallen en het woord "des" worden toegevoegd voor het woord "Régions", zodat het opschrift van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 correct wordt geciteerd.

[7] *Ibid*., aanbeveling 40.

[8] *Ibid*., aanbeveling 34, b).

[9] *Ibid*., formule F 3-5-1.

[10] *Ibid*., aanbeveling 64.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Artikel 2

1. De streepjes van de opsomming moeten door nummers worden vervangen om de identificatie van de onderdelen van de opsomming te vergemakkelijken.[11]

Die opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

2. In de Franse tekst van de bepaling onder 1°, in fine, moeten de woorden "le statut" tussen aanhalingstekens worden geplaatst.

3. In de Franse tekst van de bepaling onder 2° is de tweede vermelding van het woord "transféré" redundant en moet ze worden weggelaten.

Titel II. – Wedde, toelagen en premies

Aangezien titel II (lees: titel 2) van het ontwerp een hoofdstuk 3 bevat dat betrekking heeft op de vergoedingen, moet die titel het volgende opschrift krijgen: "Wedde, toelagen, premies en vergoedingen".

Hoofdstuk 1. – Wedde

In de Franse tekst schrijve men "Chapitre 1er" in plaats van "Chapitre 1".[12]

Afdeling 3. – De eindejaarstoelage

Artikel 7

In de Franse tekst moeten de woorden "inférieur à celui" worden vervangen door de woorden "inférieure à celle".

Deze opmerking geldt voor artikel 8.

Hoofdstuk 2. – Toelagen en premies

Artikelen 9 en 10

1. Aangezien de overgehevelde contractuele personeelsleden vanaf hun overdracht vallen onder het statuut dat geldt voor de contractuele personeelsleden van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en voor die van de instellingen van openbaar nut,[13] is het niet nodig om,

[11] *Ibid*., aanbeveling 59.

[12] *Ibid*., aanbeveling 64.

[13] Overigens hebben de twee besluiten die in artikel 9 van het ontwerp worden vermeld – en die beide van 27 maart 2014 dateren, wat in het ontwerp niet vermeld wordt hoewel men daarvan beter wel melding had gemaakt – betrekking op respectievelijk de contractuele personeelsleden van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en op de

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

zoals in artikel 9, te bepalen dat ze op de datum van die overdracht de toelagen en premies bepaald in boek II, titel II, van hun statuut genieten. Voor de vergoedingen die in hoofdstuk 3 van diezelfde titel aan de orde zijn, is trouwens niet in zo'n regel voorzien. Artikel 9 moet worden weggelaten en artikel 10 moet aldus worden gewijzigd dat de toelagen en premies in kwestie worden vermeld.

2. In de Franse tekst van artikel 10 van het ontwerp schrijve men "de prime ou d'allocation".

Artikel 11

Met het oog op de overeenstemming tussen beide teksten dient in de Franse tekst "qui étaient applicables au membre du personnel contractuel" te worden geschreven.

Artikel 13

1. In het eerste lid moet het woord "competentiepremie" worden vervangen door het woord "competentieontwikkelingspremie".

Die opmerking geldt voor artikel 14 van het ontwerp.

2. In de Franse tekst van hetzelfde lid schrijve men "une échelle de traitement".

Hoofdstuk 3. – Vergoedingen

Artikel 15

In artikel 15 moet nader worden aangegeven welke de vergoedingen in kwestie zijn, naar het voorbeeld van artikel 10 van het ontwerp, waarin, overeenkomstig de eerste opmerking over de artikelen 9 en 10, moet worden gepreciseerd dat het gaat om de toelagen en premies bedoeld in boek II, titel II, van het statuut.

contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Die besluiten zijn niet onderverdeeld in boeken of titels. De besluiten vermeld in artikel 2, 1°, van het ontwerp, met betrekking tot respectievelijk de ambtenaren van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevatten wel elk een boek II met als opschrift "De bezoldigingsregeling", waarin een titel II voorkomt met als opschrift "De toelagen" (en niet "De toelagen en de toelagen en premies"). De bepaling is in haar huidige vorm onwerkzaam en moet dan ook worden herzien.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Titel III. – Verlof en afwezigheden

Artikel 16

1. Artikel 11 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 'betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen' bepaalt in het kader van een regeling die bij artikel 1, § 3, 1°, van dat besluit toepasselijk is verklaard op de contractuele personeelsleden, dat de ambtenaar zijn jaarlijks vakantieverlof kan overdragen tot na afloop van de periode van één jaar waarnaar de overdracht in principe mogelijk is, wanneer hij zijn volledig jaarlijks vakantieverlof of een deel ervan niet heeft kunnen opnemen ten gevolge van een afwezigheid wegens ziekte, wegens een arbeidsongeval, wegens een ongeval op weg van of naar het werk of wegens een beroepsziekte.

De afdeling Wetgeving ziet niet in welke reden zou kunnen rechtvaardigen dat daarmee geen rekening zou worden gehouden voor de overgehevelde contractuele personeelsleden.

De bepaling moet aldus worden herzien dat de hypothesen van artikel 11 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 in aanmerking worden genomen.

2. Om de Franse tekst beter in overeenstemming te brengen met de Nederlandse tekst, moeten in het eerste lid de woorden "dont ils ont bénéficié" worden vervangen door de woorden "dont ils bénéficient".

Artikel 17

In een verwijzing naar de onderdelen van een besluit mag het opschrift van die onderdelen niet worden vermeld. Voorts wordt in de Franse tekst verkeerdelijk melding gemaakt van een hoofdstuk XII betreffende "Congé pour interruption de [la] carrière [professionnelle]", terwijl het om hoofdstuk XIII gaat, zoals in de Nederlandse tekst van de bepaling correct is aangegeven.

De bepaling moet dan ook worden geredigeerd als volgt:

"De contractuele personeelsleden die op de vooravond van de datum van hun overheveling afwezig of met verlof zijn met toepassing van de bepalingen van hoofdstukken XII, XIII en XIV van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, behouden het verlof- of afwezigheidsstelsel dat op hen van toepassing was."

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Artikel 18

In plaats van naar artikel 16 moet telkens naar artikel 17 worden verwezen.

Titel IV. – De vrijwillige interne mobiliteit en de vrijwillige intraregionale mobiliteit

Artikel 20

1. Door een verschrijving en een gebrekkige interpunctie is de Franse tekst van artikel 20, eerste lid, van het ontwerp niet te begrijpen. Dat lid moet worden geformuleerd als volgt:

"Art. 20. Pour l'application du livre I^{er}, titre V, chapitres 1er et 2, du statut, seules les prestations effectuées par le membre du personnel contractuel après la date du transfert sont prises en compte pour le calcul de l'ancienneté dans l'emploi".

Artikel 21

Gelet op de ontworpen terugwerkende kracht, moet "heeft uitwerking met ingang van" worden geschreven in plaats van "treedt in werking op".[14]

Artikel 22

In de Franse tekst moet het woord "ces" worden vervangen door het woord "ses".

Slotopmerking

Afgezien van de hierboven geformuleerde opmerkingen moet de steller van de tekst het ontwerp grondig nalezen op het stuk van de grammatica. Zo wordt hij erop gewezen dat de determinator of het lidwoord in het Frans in de regel niet wordt weggelaten. Zo schrijve men in artikel 17, tweede lid, van het ontwerp "des congés et des absences".

[14] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 149 en formule F 4-5-1-3.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡

Bovendien staan in de Franse tekst van artikel 2, 1°, twee opeenvolgende puntkomma's en in de Franse tekst van artikel 4, eerste lid, twee opeenvolgende punten. Voorts moet in de Nederlandse tekst van artikel 4, tweede lid, "weddeschaal" worden geschreven, in de Franse tekst van het opschrift van hoofdstuk 2 "allocations" en in artikel 13, tweede lid "en application".

Tot slot moeten nog de laatste typfouten[15] en tal van typografische fouten worden weggewerkt.[16]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[15] In het bijzonder fouten tegen het gebruik van de hoofdletters, waarbij opgemerkt moet worden dat hoofdletters in voorkomend geval een accent moeten hebben (à wordt À). Zie onder andere artikel 22, waar in de Franse tekst "Fonction publique" moet worden geschreven.

[16] Zo moet er een punt aan het einde van de zin worden toegevoegd in de artikelen 1 (Nederlandse tekst), 6, 8 en 9 (Franse tekst), een dubbelepunt in de artikelen 2 (Franse tekst) en 15 (Nederlandse tekst) en een puntkomma in artikel 4, tweede lid, 2° (Franse tekst). In heel de tekst ontbreken ook spaties en zijn er verkeerde onderstrepingen.

‡LW-AJFQJACBD-FIDJFVT‡